

Créer l'argent autrement

James Robertson explore la nécessaire réforme monétaire dans son livre «Future Money»

«Il n'est pas dans les objectifs de ce livre d'évaluer la possibilité de voir notre civilisation s'écrouler d'ici la fin du siècle. Mais – si nous ne pouvons pas exclure que cela puisse arriver durant la vie de nos bambins d'aujourd'hui – nous serions extrêmement myopes si nous échouions à donner la plus haute priorité à la réforme du système monétaire tel qu'il fonctionne actuellement.»

Pour James Robertson, dans son livre *Future Money*, il est clair que notre système de société ne pourra évoluer vers la durabilité qu'à condition de réformer le système monétaire. Et de citer, dans cette optique, sept «effets interconnectés du système actuel».

- Les intérêts sur les dettes représentent une forme «dissimulée» de subsides aux banques. «Alors que l'argent, créé par les dettes, circule à travers l'économie, il rapporte des intérêts aux banques qui l'ont créé. Ce sont les emprunteurs qui paient les intérêts. Mais les prix, demandés par les emprunteurs pour financer la production et la vente de biens et services, incorporent ces intérêts. Ce qui fait que, pratiquement, celui qui achète un produit paie indirectement un tribut aux banques pour pouvoir utiliser l'argent qu'elles ont créé [...]. Il s'agit là d'une sorte de "taxe dissimulée". Mais pas une taxe payée à l'Etat [...]. Avec l'actuel système [...], nous payons une sorte de subside aux banques lorsque nous utilisons de l'argent au cours de notre vie quotidienne.»

Croissance infinie

- Le système actuel, par le fait qu'il faut toujours rembourser plus de dettes, payer plus d'intérêts et continuellement remplacer par des dettes l'argent détruit par le remboursement des dettes, force l'économie à croître indéfiniment. Si la masse monétaire peut effectivement croître indéfiniment, «le volume global des activités économiques, rendu dépendant de la valeur totale de l'argent circulant dans l'économie, ne peut pas croître à l'infini». Par ailleurs, cette croissance «implique une quantité toujours croissante de transactions financières dont profitent les banques et les institutions financières privées au détriment du reste de la société».

- Comme le système économique actuel ne peut fonctionner et croître que si les commerces et les particuliers empruntent auprès des banques, «l'endettement de la société doit aussi croître» à l'infini.

- Du fait du point précédent, étant donné que ce sont les banques et les plus riches qui récoltent les fruits financiers du système monétaire, «la façon actuelle de créer la masse monétaire fait en sorte que la pauvreté s'accroît et que l'écart entre riches et pauvres s'élargit».

- Comme l'économie doit croître pour gonfler la masse monétaire afin de rendre l'endettement de la société le plus durable possible, la mesure du bon fonctionnement de la société (PIB) n'est liée qu'à cette masse monétaire, cachant les effets destructifs sur l'environnement avec pour effet direct de «nous forcer à gagner notre vie en puisant et en gaspillant les ressources de la Terre».

- Ces «subsides» aux entreprises bancaires que sont les intérêts interfèrent négativement sur l'effica-

«FUTURE MONEY»

Un aperçu de l'ouvrage du Britannique James Robertson.
www.jamesrobertson.com/futuremoney.htm

cité et la productivité de ce secteur. «Alors que l'offre nationale d'argent est un service qui a besoin d'être géré efficacement dans l'intérêt public, le marché des prêts et des emprunts doit pouvoir fonctionner librement dans l'intérêt des clients.»

- Le fait de soumettre la masse monétaire disponible aux intérêts des banques privées encourage naturellement ces mêmes banques à en profiter au maximum. Plus particulièrement, «cela les encourage à prêter avec des buts spéculatifs».

Ayant répertorié ces quelques défauts systémiques liés à la création monétaire actuelle, James Robertson propose une «réforme monétaire».

«La façon la plus évidente de réduire nos dettes tant publiques que privées est d'arrêter de créer tout notre argent sous forme de dettes.» Et de proposer une réforme simple, en deux points, basée sur une séparation de la fonction de création de l'argent de celle de commerce de l'argent. La réforme «transférerait aux banques centrales nationalisées [...] la responsabilité de créer non seulement les billets et les pièces de monnaie, comme c'est le cas pour le moment, mais aussi l'énorme composante de la masse monétaire publique qu'est l'argent des comptes en banque déposé et circulé électroniquement. Ayant créé cet argent, la Banque centrale le donnerait à l'Etat pour qu'il injecte dans le système via des programmes publics divers, conformément à des procédures budgétaires démocratiques standards». Par ailleurs, la réforme «interdirait à quiconque d'autre, y compris aux banques commerciales, de créer de l'argent à partir de rien, au même titre que la contrefaçon des pièces ou des billets est punissable par la loi».

Plus compétitif

Selon James Robertson, cette réforme, notamment le second volet, permettrait de «créer un marché bien plus compétitif qu'il ne l'est actuellement en facilitant du même coup les accords entre prêteurs et emprunteurs. La perte du privilège commercial des banques – celui de pouvoir créer l'argent qu'elles prêtent – les ramènerait au même niveau que les autres commerces du secteur privé, qui, eux, ne reçoivent pas leurs matières premières gratuitement. Cela les pousserait en outre à fournir de meilleurs services plus efficacement à leurs clients et cela faciliterait la tâche aux nouveaux qui désireraient entrer dans l'industrie du secteur financier. Quiconque accepte les vertus d'une économie de libre entreprise, soumise à des règles justes et mises en œuvre par un gouvernement choisi démocratiquement dans l'intérêt public, ne peut qu'adhérer à une telle proposition».

James Robertson estime que, avec une telle réforme, la Grande-Bretagne, rien que sur les intérêts, pourrait faire une économie annuelle de l'équivalent de près de 90 milliards d'euros.

Plus concrètement, il prévoit

une «agence publique chargée de la création et de la gestion de l'argent public dans l'intérêt public». L'argent serait alors injecté par l'Etat dans les circuits économiques. D'aucuns pourraient être amenés à choisir d'épargner l'argent au lieu de le dépenser. «Leurs banques pourraient emprunter cet argent pour le prêter à d'autres emprunteurs, ne créant plus cet argent dans le processus mais servant plutôt d'intermédiaires entre des prêteurs possédants et des emprunteurs tirant leurs profits de ce service – c'est justement le système que la plupart des gens pensent, à tort, être celui actuellement en place.»

James Robertson évoque ensuite comment cette réforme pourrait en permettre – et déboucher sur – d'autres, notamment en matière de recettes et de dépenses publiques. Comme les dettes du système actuel reposent principalement sur le secteur de

l'immobilier, ce dernier est forcément sujet aux spéculations et aux bulles, encore au détriment des citoyens. C'est pour cela qu'il propose, à côté de sa réforme monétaire, le remplacement de l'impôt sur le revenu par une taxe sur la valeur du sol et des ressources naturelles. «Un déplacement de l'imposition remplacerait les impôts actuels, qui nuisent à l'efficacité de l'économie, par des impôts qui, en utilisant pour le bien commun la valeur du sol générée par le développement socio-économique, et des autres ressources de l'environnement [...], amélioreraient l'efficacité économique du système.»

Imposer la valeur du sol mettrait un terme à la spéculation immobilière et permettrait aux citoyens de trouver des logements à des prix équitables reflétant l'état d'un marché juste et non plus dopé par la spéculation.

Robertson, outre une réforme fiscale, estime que sa réforme monétaire pourrait aussi déboucher sur une remise à plat des systèmes de redistribution par l'Etat. «Un des changements de paradigme en matière de dépenses publiques nationales devrait être l'inclusion d'une allocation univer-

selle à verser de droit à tous les citoyens. Elle couvrirait les retraites, les allocations familiales et d'autres avantages sociaux, tels que les niches fiscales, les bonifications et autres crédits d'impôts.» L'auteur démontre alors l'intérêt économique, social et démocratique d'une telle allocation. «Elle permettrait aux gens de devenir moins dépendants de l'Etat, des milieux d'affaires, de la haute finance et du commerce extérieur, pour ce qui est des aides sociales et de l'emploi. Comme cette dépendance induit des coûts environnementaux complètement inutiles, l'allocation universelle aurait aussi un effet écologiquement durable.»

Ainsi, la combinaison d'une réforme monétaire avec une réforme fiscale et une allocation universelle aboutirait à une stabilité sociale, tant recherchée en vain à l'intérieur des systèmes existants.

Enfin, *Future Money* évoque brièvement la nécessité d'une réforme monétaire au niveau international. Rejoignant l'idée de Keynes en 1944 à Bretton Woods, Robertson estime qu'il serait temps d'adopter une monnaie mondiale destinée aux échanges entre Etats. Il s'agirait bien d'une monnaie parallèle et non commune. L'embryon d'une telle monnaie pourrait d'ailleurs être le développement progressif des droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international.

DAVID BROMAN



Pour réduire nos dettes, il faut arrêter de créer notre argent sous forme de dettes.



«Que l'argent soit une invention humaine, c'est une évidence [...]. Nous ne trouvons pas l'argent dans la nature [...]. Ainsi aucune loi de la nature n'explique ou ne dicte comment le système monétaire fonctionne» (James Robertson, «Future Money», Green Books Ltd, 2012)